



CHAPITRE 87

Loi modifiant la charte de la ville de Rimouski

[Sanctionnée le 10 février 1954]

CHAPTER 87

An Act to amend the charter of the town of Rimouski

[Assented to, the 10th of February, 1954]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Rimouski a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 4 Édouard VII, chapitre 64, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
s. 426,
am. pour
la ville.

1. Le paragraphe 4^b, ajouté, pour la ville, à l'article 426 de la Loi des cités et villes, par l'article 15 de la loi 12 George VI, chapitre 66, est remplacé par les suivants:

Permis
de cons-
truction.

"4^b Pour décréter qu'aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée une construction nouvelle n'ait un front d'au moins soixante pieds de largeur sur une rue, et ne soit composé d'un ou de plusieurs lots distincts sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil, soumis au conseil ou à la commission d'urbanisme, suivant le cas, et approuvé.

'cons-
truction'.

Dans la disposition ci-dessus le mot "construction" désigne une maison avec ses dépendances.

WHEREAS the town of Rimouski has, by its petition, represented that it is in the interest of the said town and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter the act 4 Edward VII, chapter 64, and the acts amending it, be again amended; and

Preamble.

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Paragraph 4^b, added, for the town, R.S., to section 426 of the Cities and Towns Act, by section 15 of the act 12 George VI, chapter 66, is replaced by the following paragraphs:

"4^b. To enact that no building permit shall be granted unless the ground upon which a new building is to be erected has a frontage of at least sixty feet on a street, and appears as one or more distinct lots on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code, submitted to the council or to the town-planning commission, as the case may be, and approved.

Building
permit.

In the foregoing provision, the word "building" means a house with its dependencies.

Excep-
tion.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture et considérées comme telles, non plus qu'aux lots déjà cadastrés distinctement.;

The provisions of this paragraph shall not apply to the buildings erected for agricultural purposes on lands under cultivation and regarded as such, nor to the lots already separately entered on the cadastre.;

Excep-
tion.Commer-
çants en
gros, etc.

"4° Pour contraindre tous commerçants en gros ou en détail, à exercer leur commerce dans une construction fixe et permanente avec accès direct sur une rue ou, au cas d'éloignement, une avenue d'accès suffisante, avec une enseigne indiquant le genre de commerce et le nom du propriétaire ou raison sociale enregistrée. Le présent paragraphe est sans préjudice de la loi ou des règlements concernant le colportage."

"4c. To compel all wholesale or retail merchants to operate their business in a fixed and permanent building having a direct access on a street or, if back from the street, having access by a sufficient passage, with a sign showing the nature of the business and the name of the owner or the registered trade-name. This paragraph shall be subject to the law or by-laws respecting peddling."

Wholesale
or retail
dealers.S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

2. L'article 427 de la Loi des cités et villes, modifié, pour la ville, par l'article 17 de la loi 12 George VI, chapitre 66, est de nouveau modifié, pour la ville:

2. Section 427 of the Cities and Towns Act, as amended for the town by section 17 of the act 12 George VI, chapter 66, is again amended, for the town:

S.R.,
c. 233,
s. 427,
replaced
for town.Lots non
bâtis.

a) en ajoutant après le paragraphe 26° le suivant:

a. by adding after paragraph 26 the following:

"26°a Dans le cas d'un lot non bâti, la taxe d'eau peut être imposée sur une lisière de cent pieds en profondeur de ce lot en front d'un chemin, d'une rue ou avenue, suivant la valeur réelle de ladite lisière portée au rôle d'évaluation mais le montant annuel de ladite taxe ne devra pas excéder quatre pour cent de la valeur réelle de ladite lisière, pourvu que les maîtres tuyaux des systèmes d'aqueduc et d'égout soient établis dans le chemin, la rue ou avenue en front de tel lot non bâti. Quelle que soit la valeur de ladite lisière, le montant annuel de la taxe ci-dessus mentionnée ne devra pas être inférieure à huit dollars;"

"26a. In the case of a lot not built upon the water-rates may be imposed upon a strip of such lot one hundred feet in depth fronting a road, street or avenue, according to the real value of the said strip entered in the valuation roll, but the annual amount of the said tax shall not be more than four per cent of the real value of the said strip, provided that the water mains and trunk sewers be installed in the road, street or avenue in front of such lot. Whatever may be the value of the said strip, the annual amount of the above mentioned tax shall not be less than eight dollars;"

Lots not
built
upon.Viande
chevaline.

b) en ajoutant après le paragraphe 33° les suivants:

b. by adding after paragraph 33 the following paragraphs:

Rues sans
égouts.

"34° Pour réglementer les établissements où se vend la viande chevaline;

"34. To regulate shops where horse meat is sold;

Horse
meat.

"35° Pour refuser les permis de constructions sur les rues où il n'y a pas encore de conduites d'eau et d'égouts, à moins qu'il ne soit établi au préalable à la satisfaction du conseil, qu'il sera pourvu pour la construction projetée à un approvisionnement d'eau potable et à un genre d'égouts sanitaires convenables et suffisants."

"35. To refuse permits for building on streets where water mains and sewers have not yet been installed, unless it is first shown to the satisfaction of the council that the proposed structure will be provided with a supply of drinking-water and a type of sewer that are sanitary, suitable and adequate."

Streets
without
sewers.

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am. pour
la ville.

Plans
pour
transmis-
sion élec-
trique.

Expro-
priation.

Subdivi-
sions de
terrain.

Approba-
tion de
plan.

Obtention
de permis.

3. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville,

a) en y ajoutant, après le paragraphe 16°, le suivant:

"16°a Pour obliger toute personne, société, compagnie ou corporation qui utilise ou voudra utiliser les rues, ruelles, parcs ou places publiques de la ville pour fins de transmission électrique, pour fins de téléphone, télégraphe, éclairage ou pouvoir électrique, à déposer au bureau de la ville, quant aux travaux qui seront faits à l'avenir, un plan en triplicata de tous les détails de construction, de location, de force ou tension des transformateurs, poteaux, conduites souterraines, en indiquant la valeur estimée de chacun d'eux;"

b) en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 33°, modifié, pour la ville, par l'article 18 de la loi 12 George VI, chapitre 66, par le suivant:

"Toute acquisition d'immeubles de servitude ou de droits de passage à cette fin pourra se faire par voie d'expropriation.";

c) en ajoutant après le paragraphe 34°, édicté, pour la ville, par l'article 18 de la loi 12 George VI, chapitre 66, les suivants:

"35° Pour fixer l'emplacement des rues sur un terrain que le propriétaire subdivise en lots à bâtir dans les limites de la municipalité; pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivisions, comportant l'ouverture de nouvelles rues, à l'approbation du conseil quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre pour enregistrement; pour prohiber ces subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité;

"36° Pour décréter qu'il ne sera approuvé de plan de subdivision de terrain en lots à bâtir qu'à la condition que le propriétaire s'engage à ouvrir et niveler les rues prévues au plan de subdivision et à en faire ensuite dédicace à la municipalité;

"37° Pour interdire, après qu'un plan de subdivision a été déposé, qu'il ne soit accordé de permis de construction sur les lots de cette subdivision avant que la rue en front de la rue où l'on veut construire n'ait été ouverte et nivelée par le

3. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town,

a. by adding, after paragraph 16, the following:

"16a. To oblige any person, firm, company or corporation using or wishing to use the streets, lanes, parks or public places of the town for the transmission of electricity, for telephone, telegraph, lighting or electric power purposes, to deposit at the office of the town as regards future works, a plan in triplicate of all details of construction, location, power or voltage of transformers, poles and underground conduits, showing the estimated value of each of them;"

b. by replacing the second paragraph of paragraph 33, as amended, for the town, by section 18 of the act 12 George VI, chapter 66, by the following:

"Every acquisition of an immoveable, servitude or right of way for such purpose may be made by way of expropriation.";

c. by adding after paragraph 34, enacted, for the town, by section 18 of the act 12 George VI, chapter 66, the following paragraphs:

"35. To determine the location of streets on land which the owner is subdividing into building lots within the limits of the municipality; to compel owners to submit their subdivision plans, which include the opening of new streets, for the approval of the council, fifteen days before they are presented to the minister in charge of the cadastre for registration; to prohibit such subdivisions when they do not coincide with the general plan of the municipality;

"36. To order that no plan for the subdivision of land into building lots shall be approved except on the condition that the owner undertakes to open and level the streets provided for in the subdivision plan and afterwards to give the same to the municipality;

"37. After a subdivision plan has been deposited, to prohibit the granting of permits to build on the lots of such subdivision before the street in front of the lot on which it is proposed to build has been opened and levelled by the owner of

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

Plan for
transmis-
sion of
electricity.

Expro-
priation.

Subdivi-
sion of
land.

Approval
of plan.

Obtaining
permit.

propriétaire de la terre subdivisée et ensuite dédiée par ce dernier à la municipalité."

the subdivided land and afterwards given by the latter to the municipality."

S.R.,
c. 233,
s. 485a,
aj. pour
la ville.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 485, le suivant:

4. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 585, the following: R.S.,
c. 233,
s. 485a,
added
for town.

Experts.

"485a. Le conseil pourra, par résolution, adjoindre des experts aux estimateurs en vue de conseiller et d'aider ces derniers à établir, par les meilleures méthodes possibles, la valeur réelle des biens imposables de la ville ou de certaines catégories d'iceux."

"485a. The council may, by resolution, provide the assessors with experts with a view of counselling and helping the former to establish, by the best possible methods, the real value of the taxable property of the town or of certain categories of such property." Experts.

S.R.,
c. 233,
s. 522,
rempl.
pour la
ville.

5. L'article 522 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Rimouski, par le suivant:

5. Section 522 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following: R.S.,
c. 233,
s. 522,
replaced
for town.

Terres en
culture.

"522. Toute terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la municipalité, est taxée à un montant n'excédant pas un pour cent de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes tant générales que spéciales.

"522. All land under cultivation or farmed or used as pasture land for cattle, as well as all uncleared land or timber lots within the municipality limits shall be taxed on a basis of not more than one per cent of the municipal valuation, including all taxes, both general and special. Farm lands.

Évaluation.

Telle terre ne peut être évaluée à plus de cent dollars l'arpent si elle a une superficie de quinze arpents ou plus. Cette évaluation comprend la maison qui sert à l'habitation du cultivateur, et dont la valeur n'excède pas trois mille dollars, ainsi que les granges, écuries et autres bâtiments servant à l'exploitation de ladite terre.

Such land cannot be valued at more than one hundred dollars per arpent if it has an area of fifteen arpents or more. Such valuation shall include the house used as a farmer's dwelling, the value whereof does not exceed three thousand dollars, as well as the barns, stables and other buildings used in connection with the said land. Valuation.

Addition
au rôle.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au rôle.

The council may cause to be added to the valuation roll, from time to time, by the assessors in office, on the valuation by them made, any portion of such land which has been detached therefrom as a building lot and shall thus have become liable to taxation after the closing of the valuation roll, and may exact the said tax as upon all other lots entered on the roll. Additions to roll.

Valeur
réelle.

Nonobstant ce que ci-dessus, la lisière de terre en culture, non défrichée ou en bois aboutissant aux rues et aux chemins pourvus d'un service d'eau et d'égouts, jusqu'à une profondeur de cent pieds doit être évaluée suivant sa valeur réelle qu'elle soit cadastrée ou subdivisée en lots ou non.

Notwithstanding the foregoing, a strip of land under cultivation, uncleared or wooded, bordering on streets and roads provided with water and sewer services, up to a depth of one hundred feet, shall be assessed at its real value, whether or not it is entered in the cadastre or subdivided into lots. Real value

Excep-
tion.

La disposition qui précède ne s'appliquera pas cependant aux zones décrétées comme industrielles par règlement du conseil non plus qu'aux propriétés appartenant aux fabriques, institutions religieuses, charitables ou d'éducation."

The preceding provision shall not apply however to zones declared to be industrial zones by by-law of the council nor to property belonging to fabriques, religious, charitable or educational institutions."

Excep-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 557a,
aj. pour
la ville.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant après l'article 557 le suivant:

6. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto, after section 557, the following:

S.R.,
c. 233,
s. 557a,
added
for town.

Enchère
par la
ville.

"**557a.** Lorsque les immeubles situés dans la municipalité sont mis en vente pour taxes municipales ou scolaires, la municipalité peut enchérir et acquérir ces immeubles par l'entremise du maire ou d'une autre personne, sur autorisation du conseil, sans être tenue de payer immédiatement le montant de l'adjudication, même si cette vente est faite par le shérif ou de toute autre manière ayant l'effet d'une vente par le shérif.

"**557a.** When immoveables situated in the municipality are brought to sale for municipal or school taxes, the municipality may bid and acquire such immoveables through the mayor or another person, upon authorization by the council, without being required to pay immediately the amount of the adjudication, even if such sale is made by the sheriff or in any other manner having the effect of a sheriff's sale.

Bidding
by town.

Limite.

L'enchère de la municipalité ne doit pas cependant dépasser le montant des taxes, en capital, intérêt et frais, plus un montant suffisant pour satisfaire à toute dette privilégiée d'un rang antérieur ou égal à celui des taxes municipales."

The bid of the municipality shall not, however, exceed the amount of the taxes, in principal, interest and cost, plus an amount sufficient to discharge any privileged debt ranking ahead of or equally with that for municipal taxes."

Limit.

Remuné-
ration au
maire
et aux
échevins.

7. Le conseil est autorisé à accorder au maire une rémunération annuelle de douze cents dollars et à chacun des échevins une rémunération annuelle de six cents dollars à titre de dépenses inhérentes à leur charge respective, en sus des frais de voyage et de représentation spécifiquement autorisés par le conseil, à même les fonds généraux de la ville. Cette rémunération prendra effet le premier du mois suivant la sanction de la présente loi.

7. The council is authorized to grant to the mayor an annual remuneration of twelve hundred dollars and to each of the alderman an annual remuneration of six hundred dollars as an allowance for expenses inherent in their respective offices, in addition to travelling and entertainment expenses specifically authorized by the council, out of the general fund of the town. Such remuneration shall become effective on the first of the month following the sanction of this act.

Remune-
ration to
mayor
and alder-
men.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.